

Politique | LGV: La majorité départementale des Landes monte au créneau



Au lendemain de la décision du tribunal administratif de Bordeaux, annulant la Déclaration d'Utilité Publique d'une partie de la LGV au sud de Bordeaux, et des déclarations des responsables de l'exécutif, le président de la République, le premier ministre Edouard Philippe et son ministre d'Etat Nicolas Hulot, annonçant la fin des grands projets ferroviaires, les élus socialistes landais, à commencer par le président du département Xavier Fortinon, viennent de communiquer leur réaction en manière d'inquiétude. Nous la publions en guise de contribution à un dossier qui est loin d'être refermé.

"Depuis de nombreuses années les élus des principales collectivités du département des Landes ont exprimé leur soutien aux projets de ligne à grande vitesse reliant les pays du nord de l'Europe au sud de l'Espagne, via Paris, Bordeaux et Madrid. Ils ont donc approuvé le projet LGV de GPSO assurant la liaison de Bordeaux vers Toulouse et Hendaye et salué positivement la signature par l'ancien ministre des Transports, Alain Vidalies, de la Déclaration d'Utilité Publique sur le tronçon Bordeaux-Dax.

Aussi nous déplorons la récente décision du Tribunal administratif de Bordeaux annulant la DUP d'un tronçon de la future LGV Bordeaux/Toulouse. Le motif invoqué d'une supposée incertitude de financement aurait dû être mieux analysé, eu égard aux premiers engagements de l'Europe sur les aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux. L'Etat a décidé de faire appel de cette décision d'annulation. Nous nous en félicitons.

Nous sommes en revanche très inquiets des déclarations récentes du Président de la République Emmanuel Macron et de son Ministre d'Etat Nicolas Hulot qui semblent condamner tout nouveau grand chantier de ligne à grande vitesse, et donc le projet GPSO, malgré les engagements antérieurs pris par l'Etat, la Région et la SNCF.

Cette section devra-t-elle être l'une des dernières à ne pas être à grande vitesse entre la péninsule ibérique et le nord de l'Europe ? Ce n'est pas envisageable sauf à prendre le risque d'obérer le développement économique du sud de l'Aquitaine et des Landes, sauf à annihiler des perspectives de croissance et d'emploi réelles, sauf à condamner les populations à subir éternellement des murs de camion multipliant par là même les risques.

L'absence d'une nouvelle ligne au sud de Bordeaux empêchera en effet la montée en puissance à terme du trafic de fret mais aussi le développement des liaisons ferroviaires de proximité en TER. Voilà la réalité.

Le silence sur ce dossier de la présidente de l'Agglomération de Mont-de-Marsan, devenue secrétaire d'Etat du gouvernement Philippe, est aujourd'hui assourdissant et renforce notre inquiétude.

En conséquence, nous appelons toutes les forces vives et économiques de notre département à la mobilisation pour continuer, comme l'avait fait Henri Emmanuelli, à soutenir ce projet déterminant pour le développement des Landes. Nous demandons au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour sécuriser la Déclaration d'Utilité Publique de la LGV Bordeaux/Dax et d'étudier avec l'Europe les solutions d'ingénierie financière permettant la réalisation complète de la ligne LGV BordeauxEspagne avant 2030."

1. Xavier FORTINON, Président du Conseil départemental des Landes, Boris VALLAUD, Député des Landes, Danielle MICHEL, Sénatrice des Landes, Jean-Louis CARRERE, Sénateur des Landes, Renaud LAGRAVE, Vice-Président du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine , Elisabeth BONJEAN, Présidente de l'Agglomération du Grand Dax, Eric KERROUCHE, Président de Maremne-Adour-Côte Sud, Dominique COUTIERE, Président de la Communauté de communes Cœur de Haute-Landes

La Rédaction

Crédit Photo : SR

Publié sur aqui.fr le 07/07/2017

[Url de cet article](#)